



HAL
open science

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE ET GÉOPOLITIQUE EN MÉDITERRANÉE

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE ET GÉOPOLITIQUE EN MÉDITERRANÉE. Epistemonikis Episteridas Tmimatosis Oikonomikon Epistimon A.P. Th., Aristoteleio panepistimio Thessalonikis, pp.205-221, 1994. halshs-01552248

HAL Id: halshs-01552248

<https://shs.hal.science/halshs-01552248>

Submitted on 1 Jul 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ΑΡΙΣΤΟΤΕΛΕΙΟ ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΟ ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗΣ

**EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET GEOPOLITIQUE
EN MEDITERRANEE**

Gérard-Francois Dumont

ΑΦΙΕΡΩΜΑ
ΣΤΗ ΜΝΗΜΗ ΤΟΥ ΟΜΟΤΙΜΟΥ ΚΑΘΗΓΗΤΗ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΥ ΠΟΥΛΟΠΟΥΛΟΥ

Ανάπτυξον Επιστημονικής Επετηρίδας
Τμήματος Οικονομικών Επιστημών
Α.Π.Θ.



ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ 1994

**EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET GEOPOLITIQUE
EN MEDITERRANEE**

Gérard-Francois Dumont*

* Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne.

La mer Méditerranée, pour beaucoup d'Européens, c'est d'abord un symbole de vacances. Les rivages de cette mer bénéficient en effet d'un climat fort agréable agrémenté par des eaux chaudes en surface. Le touriste moyen apprécie la plage, les plaisirs de l'eau et, le plus souvent, il repart vers ses activités professionnelles situées au nord sans avoir pris la dimension historique et géographique de cette mer. Certes, les médias le tiennent au courant des conflits qui surviennent de temps en temps dans les pays qu'elle baigne, mais la priorité donnée à la décompression des vacances limite son champ de réflexion.

Ce qui fait donc aujourd'hui l'unité de la Méditerranée, c'est qu'elle est d'abord un haut lieu du tourisme mondial, dans tous les pays riverains, à l'exception de ceux qui ont volontairement limité leur politique touristique (Albanie et Algérie) et des périodes où des conflits exacerbés découragent les visiteurs.

D'un point de vue économique, il est donc possible de dire que la Méditerranée a une forte unité par sa vocation touristique. On estime que les pays riverains accueillent chaque année 140 millions de touristes internationaux, dont 70 millions sur le littoral, non compris le tourisme intérieur.

De par leur histoire et leur géographie, les pays méditerranéens ont d'autres traits communs que l'agrément climatique de leur littoral et le tourisme. Mais ils présentent aussi des disparités régionales dont nous examinerons les différents aspects. Fort de leur inventaire, nous réfléchirons aux perspectives possibles sur l'avenir de la Méditerranée.

I. Des éléments d'unité

Les pays méditerranéens ont en commun une riche histoire et le fait de baigner dans la mer intérieure la plus vaste de la planète. Effectivement, bien qu'elle soit le lien entre trois continents, l'Afrique, l'Asie et l'Europe, la mer Méditerranée est, comme la définit par exemple le Petit Robert, une mer intérieure d'une superficie d'environ 2.969.000 km². Une telle surface peut paraître considérable par son étendue et sa diversité, mais nous verrons qu'il faut relativiser ces notions.

Dix huit pays riverains

La plus vaste des mers occidentales, elle est bordée par dix-huit pays. Dans sa partie occidentale, le Nord comprend l'Espagne, la France et l'Italie, sans oublier Monaco, petit état totalement souverain depuis 1861, couvrant 1,5 km², placé sous la protection de la France, et qui exerce un rôle important pour les questions d'environnement. La Grèce partage avec eux la particularité d'être membre du Marché Commun.

Le Sud de la Méditerranée occidentale, c'est le Maghreb, avec le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Un huitième état est l'archipel de Malte, indépendant depuis 1964.

La Méditerranée orientale intéresse dix pays, la Yougoslavie et l'Albanie, riveraines de l'Adriatique, la Grèce déjà citée, la Turquie, la Syrie, le Liban et Israël, qui forment le groupe des pays de l'Est, l'Égypte et la Libye que tout rapproche du Maghreb, enfin encore une île, Chypre.

Une mer ou un lac?

Les progrès des communications modernes font que les 18 pays de cet ensemble sont d'un point de vue géographique de plus en plus proches. Alors que les bateaux à voile mettaient un ou deux mois pour relier l'Est à l'Ouest (et pendant longtemps, toute navigation s'arrêtait en hiver), la marine moderne met quatre jours en toute saison. Les liaisons aériennes ont encore rétréci l'horizon et, grâce à elles, les villes de la Méditerranée ne sont distantes entre elles que de quelques heures.

La mer Méditerranée est donc en quelque sorte devenue un lac, et comme un lac elle se trouve pratiquement à l'intérieur des terres, ne s'ouvrant que très légèrement vers le grand large au détroit de Gibraltar à l'ouest, et vers une autre mer fermée, aux Dardanelles, à l'est.

Ainsi, plus que jamais dans son histoire, la Méditerranée a une unité géographique, puisqu'à l'uniformité du climat côtier s'ajoute désormais une unité de lieu symbolisée d'ailleurs par une grande entreprise de vacances organisées qui, forte de sa réussite, a essaimé dans le monde entier.

Cette unité est aujourd'hui également symbolisée par une préoccupation commune à pratiquement tous les pays riverains: celle de l'environnement. 17 des 18 pays (hormis l'Albanie) ont pris conscience qu'ils devaient coordonner leurs efforts pour surmonter les risques d'aggravation de la pollution de leur mer intérieure. Un programme

commun d'action pour la Méditerranée (P.A.M.) a été adopté en 1975 lors de la convention de Barcelone.

Alors que l'unité géographique de la Méditerranée est plus forte que jamais, son équilibre historique a connu des périodes plus unitaires que notre fin du XXème siècle.

Unité et rivalités historiques

Les Romains avaient réalisé l'unité politique du Bassin méditerranéen, et cette unité s'est traduite par une floraison de monuments grandioses dont l'étude n'a pas fini d'occuper les archéologues de tous les pays qu'ils avaient conquis et civilisés. Cependant l'histoire compte nombre de conflits et de rivalités qui sont inscrits dans notre héritage.

Certains historiens ont eu tendance à mettre l'accent sur les affrontements entre l'Orient et l'Occident. Il est vrai que les divisions entre ces deux univers sont parsemées de dates historiques. Déjà, alors que l'Empire romain est au faite de sa puissance, un clivage se manifeste entre le territoire dominé par la langue latine à l'ouest et le grec à l'est. Il aboutira au XIème siècle (1054) à la rupture entre les églises d'Orient et d'Occident.

Plus à l'est, en Asie, l'échec des légions romaines contre les Parthes, puis contre les Perses qui leur ont succédé, atteint son point culminant en 260 avec la capture de Valentinien par Chahpour Ier. Il prélude aux affrontements entre l'Islam et la Chrétienté qui sont ponctués par les croisades, la reconquête de l'Espagne et la bataille navale de Lépante (1571) qui marque le coup d'arrêt à la poussée des Ottomans.

La Méditerranée ne doit pourtant pas être considérée comme divisée en deux blocs homogènes. Si dans son bassin oriental, les conflits sont nombreux et persistent encore de nos jours, le bassin occidental a vu les affrontements entre les Grecs, les Etrusques et les Phéniciens, les guerres entre Rome et Carthage, la rivalité entre Gênes et Venise.

Il ne faut pas non plus réduire l'histoire à une opposition religieuse entre catholiques et orthodoxes, entre chrétiens et musulmans. Là où ces religions étaient dominantes, d'autres différences ethniques et culturelles n'en existaient pas moins. De plus, des interprétations divergentes à l'intérieur de ces religions ont créé dans leurs sphères d'influence respectives des tensions fréquentes.

Les affrontements catholiques - protestants en France ont été aussi violents que d'autres entre chrétiens et musulmans, ou entre chiites et

sunnites. Les penseurs, d'un côté comme de l'autre, ont été victimes de la censure religieuse. Au XII^{ème} siècle Ibn Rochd (Averroès) est contraint de désavouer ses idées à la porte de la mosquée de Marrakech. Galilée connaîtra cinq siècles plus tard un sort semblable.

Pourtant chrétiens et musulmans puisent dans une tradition commune, née au Proche-Orient, et recueillie dans l'Ancien Testament, écrit par les Juifs. Le Coran cite constamment les prophètes de la Bible, et pour l'Islam, Jésus est l'un de ces prophètes. Héritiers des multiples oppositions de l'histoire, mais également héritiers des enrichissements réciproques que l'on appelle aujourd'hui transferts de technologie, les peuples méditerranéens ont, *nolens volens*, une histoire solidaire.

Aujourd'hui, la mer qu'ils ont en commun est devenue étroite, et deux dates symbolisent ce rétrécissement: 23 novembre 1913, quand Roland-Garros réalise la première traversée aérienne Saint-Raphaël-Bizerte, et 1936, quand la Royal Navy abandonne sa base de Malte pour mettre ses navires à Gibraltar, hors d'atteinte de l'aviation italienne¹.

C'est pourquoi l'avenir des peuples méditerranéens est véritablement l'interdépendance.

L'évolution de l'Europe méditerranéenne ne peut être considérée indépendamment de celle du Maghreb et l'évolution du Proche-Orient dépend de celle de l'Europe. Plus que jamais dans l'histoire, malgré les décalages historiques, malgré les différences culturelles, la paix et la prospérité des uns dépendent de la volonté de paix et de la prospérité des autres. Entre solidarité et conflits, il n'y a quère de moyen terme.

Mais les différences que nous constatons aujourd'hui sont-elles porteuses de complémentarité ou au contraire de rivalités? Il convient de les recenser avant d'examiner les scénarios possibles.

II. Des disparités considérables

Les différences sont politiques, économiques et géographiques

Au plan politique

Politiquement, le XX^{ème} siècle aura été en Méditerranée le siècle de la décolonisation comme le XIX^{ème} avait été celui de la colonisation, sauf pour les nations des Balkans, libérées de la domination de la Sublime Porte.

Les pays du Sud et de l'Est méditerranéen sont donc devenus indépendants, depuis quelques dizaines d'années à peine. Cela implique que les choix politiques et économiques de leurs dirigeants ne sont plus

orientés de l'extérieur. Mais cela ne signifie pas que ces choix ne doivent pas ne pas tenir compte de ceux des autres pays de la région. Déjà la décollectivisation économique entreprise dans plusieurs pays, y compris l'Algérie, est la preuve qu'un Etat ne peut pas éternellement, au risque de se ruiner, refuser de considérer les exemples extérieurs plus efficaces ni l'opinion de ses citoyens.

Si l'indépendance des huit pays méditerranéens de l'Est et du Sud et des deux états insulaires a été proclamée entre 1943 pour la Liban et 1962 pour l'Algérie, cela n'est pas seulement le fruit d'une évolution politique. Déjà à cette époque, la première révolution démographique avait largement commencé d'exercer ses effets, et la croissance de la population devenait importante. Vouloir continuer à administrer des pays en fort développement aurait supposé des moyens sans cesse accrus. Réaliser une fusion, comme elle avait été évoquée, entre la France métropolitaine et une Algérie francophone, supposait un choix stratégique et culturel net. Cela signifiait accepter de réaliser une sorte de Plan Marshall³ pour l'Algérie afin de permettre à sa population d'acquérir des droits économiques à niveau égal avec ceux des métropolitains.

Cela signifiait également accepter que la représentation politique de la France soit exercée dans un pourcentage croissant par des personnes d'origine arabe ou berbère. Une telle réalisation n'était possible qu'avec une forte adhésion des habitants des deux territoires appuyée par un véritable projet de nouvelle frontière. Ce projet supposait la foi dans une réconciliation nationale et une volonté largement partagée de vivre ensemble des valeurs communes malgré les différences ethniques, linguistiques et religieuses.

L'intégration d'une population peu nombreuse à un Etat-nation déjà ancien est possible comme le montrent les exemples de Nice et de la Savoie en 1860. Mais intégrer une population en voie de forte croissance dans un ensemble qui évolue à un rythme fort modéré suppose des conditions beaucoup plus grandes pour que cela soit réalisable. C'est pourquoi, d'un point de vue démographique, l'indépendance de l'Algérie était sans doute inscrite sur les chiffres de l'état-civil même si, politiquement, elle aurait pu se dérouler autrement.

Parce que l'indépendance de certains pays de l'Europe du Sud et de l'Est est relativement nouvelle, ils ont une tradition politique plus courte que celle des pays du Nord. De ce fait on peut distinguer d'un côté au Nord des pays où la démocratie est plus ancienne ou a pu être réinstallée après des périodes troublées. Il faut mettre à part l'Albanie

qui a souhaité conserver un régime stalinien et la Yougoslavie qui a cherché une voie spécifique socialiste et fédéraliste, laquelle rencontre aujourd'hui certaines difficultés.

A l'est, la Turquie, attirée par les progrès permis par la liberté, cherche à développer la démocratie et a même demandé son adhésion à l'Europe du Marché commun. Mais, hormis Israël, pays dans lequel la multiplicité des partis est de règle depuis l'indépendance de 1948, et le Liban déchiré par les guerres, les autres pays méditerranéens du Sud et de l'Est ont des régimes à tendance dirigiste à des degrés divers. La Syrie semble avoir un régime assez autoritaire, la Libye apparaît gouvernée d'une main de fer. Par contre, la Tunisie semble sur la voie de la démocratization et l'Égypte pratique une sorte d'autoritarisme bienveillant.

Mais en politique, rien n'est jamais acquis. Le libéralisme politique peut se trouver renversé, et l'autoritarisme est parfois contraint de se libéraliser. Il n'en reste pas moins qu'il y a une grande différence entre les pays méditerranéens membres de la Communauté Européenne (Espagne, France, Italie, Grèce) ou y aspirant (Turquie) qui s'efforcent d'être des pays de liberté, et les autres pays qui ont un pouvoir central relativement fort, même si certains d'entre eux se sont déclarés ou engagés dans une voie où la liberté a une plus grande place (Tunisie, Maroc, Algérie, Égypte).

Mis à part le Liban et Israël qui méritent des analyses spécifiques, il y a donc bien des divergences politiques entre la Méditerranée européenne et les autres Méditerranées.

Au plan économique

Dans une certaine mesure, les données économiques sont relativement corrélées avec les données politiques. Les pays européens de la Méditerranée ont un niveau de vie élevé, alors que ceux du Sud sont des pays en voie de développement, même si la Libye est particulièrement avantagée par sa richesse en pétrole, qui représente également un appoint substantiel pour l'Algérie et l'Égypte.

Au plan démographique

Les grandes différences concernent la population. Globalement, les 18 pays méditerranéens comptaient 360 millions d'habitants en 1985. Ils en auront vraisemblablement 450 en l'an 2000 et sans doute près de 550 en l'an 2025.

Cette croissance de la population a notamment pour conséquence l'urbanisation. Le nombre des villes de plus de 100.000 habitants va augmenter et la population vivant en ville va s'accroître plus vite que l'effectif total.

Mais cette évolution de la population et cette urbanisation vont se faire dans des conditions différentes au Nord et au Sud. La Méditerranée est l'une des grandes frontières démographiques mondiales, à l'instar du Rio Grande entre les Etats-Unis et le Mexique. Mais ces frontières ne sont pas fermées et les immigrants respectifs ont tendance à conserver la fécondité qu'ils avaient dans leur pays d'origine.

Or l'Europe du Sud, celle des rives de la Méditerranée, a vu en quelques années sa fécondité chuter brusquement et atteindre un niveau plus bas même que celui de la France. La fécondité de l'Italie a en 1988 atteint un niveau inférieur à celui de l'Allemagne; la Ligurie y affiche le taux exceptionnellement bas de 0,9 enfant par femme. Plusieurs pays d'Europe de l'ouest enregistrent chaque année plus de décès que de naissances et voient donc leur population diminuer et vieillir. Le déficit cumulé des naissances en Europe dépasse les dix millions. Ces données quasiment sans précédents contrastent avec l'évolution des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

Le résultat est qu'alors que les pays du Nord-Ouest de la Méditerranée comptaient en 1950 les deux-tiers de la population totale de cette région du globe, en l'espace de 75 ans, sauf changements structurels majeurs que rien ne laisse prévoir, le ratio va totalement s'inverser. Ce sont les pays du Sud-Est de la Méditerranée qui représenteront les deux-tiers en 2025. Les deux pays les plus peuplés devraient être l'Egypte au Sud et la Turquie à l'Est. Elles compteront chacune plus de 100 millions d'habitants.

A l'intérieur du grand lac des déséquilibres démographiques¹, d'autres contrastes apparaîtront. Ainsi les populations juives d'Israël, bien que leur fécondité soit supérieure à celle de la diaspora, augmentent beaucoup moins que les Palestiniens. Seule une immigration juive considérable, par exemple en provenance d'URSS, pourrait rééquilibrer partiellement ce différentiel d'accroissement démographique. Vers 1950, la Grèce était environ trois fois moins peuplée que la Turquie. Mais l'indice actuel de fécondité de la Turquie est plus du double de celui de la Grèce, 3,7 enfants par femme au lieu de 1,6. En 2025, la Turquie pourrait être dix fois plus peuplée que la Grèce.

Des déséquilibres croissants

Prenons trois exemples: la France par rapport au Maghreb, les trois pays du Maghreb par rapport à leurs vis-à-vis du Bassin méditerranéen et la Méditerranée du Nord par rapport à celle du Sud et de l'Est.

En 1954, la France est deux fois plus peuplée que le Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) avec 43 millions d'habitants contre 22. En 1979, le rapport, qui était de 2, est descendu à 1,18, soit 44.900.000 habitants pour le Maghreb et 53.400.000 pour la France. En 1988, c'est l'équivalence: la population du Maghreb est devenue égale à celle de la France. En prolongeant les courbes avec des hypothèses de continuité, ce rapport de 2 en 1954 s'inverserait, le Maghreb ayant au début du XXI^{ème} siècle une population deux fois plus nombreuse que celle de la France et surtout une pyramide des âges jeune contre une pyramide des âges si vieillissante qu'elle n'aurait plus la forme d'un pyramide, mais plutôt d'un tonneau de vin en position debout.

Même si la précision des projections chiffrées reste aléatoire, les ordres de grandeur et surtout les différences sont mises en évidence par ces projections, pratiquement acquises dès aujourd'hui, ne serait-ce que parce que la proportion des jeunes âgés de moins de vingt ans est en 1988 en France presque moitié moindre que celle constatée sur les rives sud de la Méditerranée.

Considérons maintenant le rapport entre les trois pays du Maghreb et leurs vis-à-vis du Bassin méditerranéen (France, Italie, Espagne). Le rapport des effectifs était presque de 1 à 3 en 1985 avec 53 millions d'habitants au Maghreb et 153 millions dans les trois pays du Nord de la Méditerranée. Mais ces derniers enregistrent moins de 2 millions de naissances par an, tandis que le Maghreb en totalise plus de 2,5. La croissance naturelle du Maghreb est de près de 2 millions d'habitants par an, trois fois supérieure à celle du Nord trois fois plus peuplé. Toujours en 1985, 45% de la population a moins de quinze ans au Sud, et 21% au Nord. Dans les trente prochaines années, jusqu'en 2015, les données du Nord vont évoluer dans un sens contraire à celles du Sud. Le Maghreb aurait 112 millions d'habitants, soit les trois-quarts et la population du Nord, qui ne serait toujours que de 153 millions. Les naissances du Sud seraient le double de celles du Nord, le nombre des moins de quinze ans 43 millions contre 25 au Nord.

Bien entendu toutes les projections évoquées ci-dessus excluent dans leur calcul les mouvements migratoires, si difficiles à quantifier. La diminution éventuelle de la fécondité des femmes du Sud pourra attén-

uer le rythme de cette évolution divergente, mais ne la supprimera pas tout de suite.

Un poids inéluctablement croissant

Si l'on considère l'Europe des Douze, son poids démographique dans le monde va inéluctablement continuer à diminuer. Cette évolution est déjà largement entamée. La France, qui avait le 8ème rang dans la population mondiale en 1900, et encore le 11ème en 1950, est passée au 16ème en 1985. Elle serait au 25ème mondial en 2025. L'Europe des Douze, qui correspondait à 8,8% de la population mondiale en 1950, est tombée à 5,6 en 1985. Les Nations-Unies prévoient sa part à 4,5% en 2000 et 3,7% en 2025.

La comparaison entre l'Europe des Douze et l'Afrique est particulièrement significative. En 1960, l'Europe, avec 263 millions d'habitants, est plus peuplée que l'Afrique qui en a 220 millions. Les données se sont déjà largement inversées en 1985, année où l'Europe compte 324 millions d'habitants et l'Afrique 546. En l'an 2000, les projections donnent 328 pour l'Europe et 852 pour l'Afrique, en l'an 2025 319 pour l'Europe et 1540 pour l'Afrique.

Même si toutes ces projections doivent être relativisées, compte tenu des hypothèses faites, car personne ne connaît les facteurs imprévus qui peuvent intervenir d'ici là, il faut rappeler que les projections démographiques restent d'une valeur scientifique réelle en raison de la rémanence des phénomènes de population. Faire une projection sur 2018, par exemple, ce n'est pas regarder dans une boule de cristal, puisque cela consiste simplement à compter tous les habitants déjà nés qui auront une trentaine d'années de plus en 2018 et à leur affecter des coefficients de mortalité par âge qui sont bien connus.

III. Les perspectives probables

Peut-on, à partir des éléments acquis des évolutions démographiques, tirer de leçons? Nous laisserons ici de côté les conséquences du vieillissement de l'Europe, pour nous attacher davantage aux aspects géopolitiques. Les mouvements de population envisageables déterminent un quasi-certitude, l'existence de pressions migratoires dans le monde. C'est ce que nous démontrerons d'abord. Puis nous regarderons les deux scénarios possibles, celui des migrations Sub-Nord et celui des migrations Sud-Sud.

Les phénomènes migratoires sont universels et de tous les temps.

Les Livres Saints des différentes religions racontent l'exode des peuples, mais il ne faut pas en déduire qu'il n'y aurait que des migrations collectives. Car il existe des migrations individuelles, qui prennent souvent un aspect familial. Ce fut le cas d'Abraham, et cela eut d'immenses conséquences dans l'histoire du monde. Sans doute faut-il connaître les causes des migrations dans le passé. C'est en considérant celles-ci que nous examinerons si elles sont caduques ou si elles sont susceptibles de valoir pour le futur. De tout temps, trois causes se sont trouvées aux sources des migrations: causes économiques, causes politiques et causes démographiques.

Le facteur économique

Les causes économiques sont les plus importantes et les plus générales. L'individu qui ne trouve pas de moyens de subsistance là où il habite, ou qui les considère insuffisants, va partir, va émigrer vers un lieu où il espère améliorer ses conditions de vie. Les exemples de migrations de ce type sont nombreux. Ce sont des Européens s'installant aux Etats-Unis, des Maghrébins venant en Europe d'abord pour y trouver du travail, pour ensuite y appeler leur famille, des Portugais en France, des Turcs en R.F.A., des Mexicains aux Etats-Unis, des Africains en Côte d'Ivoire et plus particulièrement à Abidjan, dont plus de moitié de la population n'est pas Ivoirienne, des Palestiniens allant travailler dans les Pays du Golfe, surtout dans la période où ceux-ci étaient notoirement riches en pétrodollars, des Béninois au Nigéria... Ces migrations économiques sont la résultante d'un différentiel de niveau de vie entre les pays importateurs de main d'oeuvre et les pays exportateurs.

Cependant, il ne faut pas en conclure que les migrations économiques n'intéressent que des personnes peu qualifiées. Elles s'exercent aussi à d'autres niveaux. Un cas intéressant est celui de l'ex Yougoslavie, qui exportait plus de travailleurs de ses républiques les plus industrielles (Slovénie et Croatie vers la R.F.A., Serbie vers la France) que de ses républiques les plus pauvres (Bosnie-Herzégovine, Kosovo)⁴. De même l'Egypte n'exporte guère ses chômeurs au Proche-Orient, mais plutôt des ouvriers spécialisés, des enseignants, des ingénieurs et même des paysans entreprenants vers l'Irak⁵.

Ces exemples ne remettent pas en cause ce qui apparaît comme le théorème de la migration économique: plus le P.N.B. par habitant dans le pays d'origine est faible, plus le nombre de travailleurs migrants au-

gmente. Inversement, plus le P.N.B. par habitant dans le pays d'accueil est élevé, plus le nombre de travailleurs étrangers immigrés augmente. Or, même si l'écart relatif se rétrécit entre certains pays d'émigration et d'immigration, l'écart absolu reste élevé. Il faut bien constater que, dans les pays du Tiers-Monde, l'amélioration des conditions de vie se fait à un rythme fort différent selon les politiques choisies par les Etats.

En particulier, il est de plus en plus évident que certaines orientations maladroites engagées dans les premières années de l'indépendance de certains pays ont aggravé leur sous-développement et étouffé leur potentiel de vitalité économique. Les séquelles de ces orientations, même là où les gouvernements cherchent à les corriger, vont continuer à exercer un effet négatif sur le développement de ces pays, et sont une incitation à l'émigration.

Le facteur politique

La seconde cause des migrations est politique. Ces migrations sont parfois forcées, comme l'exil des Hébreux captifs après la prise de Jérusalem ou de Samarie mentionné dans les Livres Saints. La France, après la révocation de l'Edit de Nantes, a bien vu ce que signifie un déplacement de population consécutif à une décision politique. Le XXème siècle lui même a déjà connu les réfugiés espagnols à la fin de la guerre civile, la fuite des Allemands de l'est vers l'Allemagne de l'ouest qui n'avait pu être freinée que par la construction du mur de Berlin et qui a repris à l'automne 1989, le départ des Guinéens fuyant le régime oppressif de Sékou-Touré, les *boat-people* fuyant la domination de la Cochinchine par le Tonkin –car c'est aussi en ces termes qu'il faut parler des remous liés aux guerres du Viet-nam–, les Cambodgiens fuyant eux aussi leurs «libérateurs», d'abord Rouges, puis Viet-Namiens, les Afghans fuyant la domination qu'a tenté de leur imposer l'URSS, la fuite éperdue des populations de la Corne de l'Afrique broyées par la guerre, du Soudan à l'Erythrée...

Mais il faut reconnaître que dans aucun des pays de la Méditerranée du Sud et de l'Est, en laissant peut-être de côté le cas particulier de l'ancienne Palestine, on ne trouve de régime jugé par la population tellement oppressif que l'émigration paraîsse la seule solution pour y échapper.

Le facteur démographique

Enfin, une troisième incitation à la migration est la démographie.

De grands espaces vides peuvent attirer l'immigration: cela a été notamment le cas des Antilles et des Etats-Unis. A leur arrivée dans ces terres jusque là non exploitées, les premiers colons européens ont profité de ce que le commerce des esclaves était déjà une institution en Afrique pour l'utiliser afin de combler le vide aggravé encore par l'effondrement démographique des populations amérindiennes et par les difficultés d'adaptation, en raison du climat, des travailleurs que l'on faisait venir d'Europe.

Mais le phénomène existe toujours, par exemple avec le développement du Sud-Marocain (ex-Sahara espagnol). Ce cas est particulièrement intéressant, parce qu'il synthétise les trois facteurs cités ci-dessus: des Marocains sont prêts à s'installer dans le Sud dans l'espoir d'améliorer leur niveau de vie, le Maroc souhaite que le Sud soit davantage occupé par ses ressortissants pour affirmer que ce territoire fait partie intégrante du Grand-Maroc, et le sous-peuplement du Sud marocain est tel qu'il est un appel à l'immigration. Il n'y a donc pas toujours une cause unique aux mouvements migratoires, mais celles-ci peuvent s'additionner. Moins spectaculaire, mais aussi digne d'intérêt est l'effort fait par l'Algérie pour mettre en valeur ses territoires quasi-désertiques du sud de l'Atlas.

Dans un premier temps, la révolution industrielle en Europe a été permise par les excédents de la population rurale engendrés par le progrès des conditions économiques et sanitaires. La France, quant à elle, a compensé partiellement son malthusianisme, dès la deuxième partie du XIX^{ème} siècle, en faisant appel à l'immigration en provenance des pays voisins. Puis elle a systématiquement recruté d'importants contingents de Polonais et d'Italiens pour équilibrer le déficit de la population active lié aux morts de la guerre de 1914, ensuite de Maghrébins pendant l'expansion industrielle des Trente glorieuses. De même, récemment, une importante population maghrébine s'est installée en Belgique, et elle commence à compter en Italie et en Espagne.

Autre exemple, les pays du Golfe arabe, disposant d'importantes richesses, n'ont pu réaliser leurs projets de développement qu'en faisant appel à une main d'oeuvre étrangère, arabe, coréenne, philippine, dirigée par des ingénieurs et entrepreneurs européens, américains et japonais.

Tout ce qui précède conduit à penser que le déséquilibre démographique entre d'une part les pays à forte croissance démographique et à bas revenus du Sud et de l'Est de la Méditerranée et d'autre part les pays du Nord à faible croissance démographique ou à faible dimen-

sion de population et disposant de revenus élevés continuera à peser longtemps sur les flux et tendances migratoires. Les différentiels économiques et démographiques futurs représentent donc un potentiel migratoire. Des politiques peuvent s'additionner pour renforcer encore ce potentiel, ou se conjuguer pour le freiner. Que va-t-il se passer? Personne ne le sait, même si deux scénarios globaux sont envisageables.

Un double scénario

Le premier est l'intensification des migrations Sud-Nord qui se manifeste déjà sous nos yeux, de l'Afrique vers l'Europe. Si des corrections ne sont pas apportées aux déséquilibres, par exemple en favorisant la mise en valeur des terres et l'industrialisation des pays du Sud, ces migrations ne pourront que se poursuivre, malgré certaines mesures de resserrement de l'immigration prises en liaison avec la crise économique. En effet les actions gouvernementales ont du mal à s'opposer à l'afflux des réfugiés et des demandeurs du droit d'asile, et plus encore à l'immigration sauvage, à la généralisation du travail au noir, au développement d'une économie souterraine. De surcroît, les gouvernements se trouvent souvent pris en tenaille entre les idées généreuses jusqu'à l'utopie de certains groupes qui les soutiennent et le pragmatisme que leur commande le contact avec les réalités.

L'intensité des migrations amenées par les facteurs économiques et démographiques est donc de nature à provoquer dans les pays d'accueil des tensions entre les nationaux et les allogènes, surtout là où ces derniers ont tendance à se regrouper dans des unités closes qui prennent des allures de ghettos. Les difficultés d'insertion des enfants des familles d'immigrés, pris entre la culture traditionnelle de leurs parents et l'ouverture vers le monde moderne offerte par l'école qu'ils fréquentent, aggravent encore ces tensions.

Le second scénario est celui des migrations Sud-Sud. En corrigeant certains déséquilibres, les migrations internes pourraient pallier le développement des migrations internationales. Mais cela suppose une volonté politique sachant s'appuyer sur des objectifs réalistes et bien définis dont nous avons donné des exemples.

Ainsi l'avenir de la Méditerranée dépend de ses hommes, de leur comportement et de leur action. Face à certaines évolutions qui ne manqueront pas de se faire, il convient de conduire une réflexion autour de trois idées-forces:

1) Le Sud n'a aucun intérêt à se séparer de ce qui est sa principale richesse, la ressource humaine, et il a encore moins intérêt à laisser partir ce qu'il y a de meilleur dans cette ressource, les hommes décidés à prendre des risques pour améliorer leur sort et celui de leurs familles.

2) Le Sud doit trouver des politiques aptes à mieux employer cette ressource humaine. Ces politiques signifient qu'il faut exclure les théories économiques dont l'expérience a montré l'échec. Cependant, les politiques doivent être adaptées suivant les régions et les pays aux spécificités humaines et culturelles de chacun d'eux.

A ces deux idées, il convient d'en ajouter une troisième:

3) Le Nord doit mettre à la disposition des pays du Sud ses expériences et ses concours pour leur permettre de franchir plus aisément certaines étapes du développement et également pour leur apprendre à éviter certaines erreurs que l'Europe a pu commettre dans son propre processus de développement.

Une analyse politico-démographique est donc indispensable pour scruter l'avenir de la Méditerranée, mais seul l'esprit de jeunesse peut suffisamment faire comprendre aux dix-huit pays méditerranéens combien il est indispensable qu'ils aient une vision méditerranéenne de leur solidarité.

1. COUTAU-BEGARIE, Hervé. Mare nostrum; esquisse d'une géostratégie de la Méditerranée. *Hérodote*, 45, 2ème trimestre 1987.

2. Gérard-Francois DUMONT et Pierre DESCROIX. La cohabitation catholiques-musulmans en Espagne. *Défense nationale*, Mai 1986.

3. L'expression Plan Marshall est utilisée ici dans son sens générique de méthode internationale visant à mettre en place des mécanismes d'expansion dans un autre pays. En réalité, le Plan Marshall s'est appliqué dans des circonstances très particulières et a bénéficié d'un complément précieux avec le programme Fulbright. En effet, autant que le Plan Marshall, ce qui a permis à l'Europe exsangue et au Japon épuisé de relever les ruines de la seconde guerre mondiale, puis de rattraper la technologie américaine, a été les forces vives représentées par des milliers d'étudiants européens, japonais, puis ceux venus de tous les coins du globe, qui sont allés se former aux disciplines du management aux sources mêmes où il se forme, au niveau des laboratoires, des universités, des écoles d'ingénieurs, des centres de recherche.

4. FARGES, Ph. Du Nil au Golfe, problèmes de l'émigration égyptienne. *Population*, Janvier-Février 1983.

5. DELVERT, Jean. Remarques sur les mouvements migratoires actuels. *Régions, villes et aménagement*. Crépif et Société de géographie, 1987.

LES PAYS MEDITERRANEENS

Pays	Année indep.	Superf 1000km ²	Population			Indice fécondité	Espérer de vie	P.I.B. milliards	US dol. p. tete
			en millions	rapport					
			1979	1989	1989/79	1989	1989		
Espagne		505	37.5	39.2	1.05	1.5	76	228.1	5820
Italie		301	56.9	57.6	1.01	1.3	76	605.2	10510
France		551	53.4	56.1	1.05	1.8	76	726.9	12960
Grèce		132	9.5	10.0	1.05	1.6	74	39.5	3950
Méditerranée européenne		1489	157.3	162.9	1.04	1.64	75	1599.7	9820
Yougoslavie		256	22.2	23.7	1.17	2.0	71	66.1	2790
Albanie	1919	29	2.6	3.2	1.23	3.2	70	n.d	?
Méditerranée adriatique		285	24.8	26.9	1.08	2.14	71	66.1+	?
Turquie		779	44.3	55.4	1.25	3.7	64	58.2	1050
Syrie	1946	185	8.4	12.1	1.44	6.8	65	2.0	1820
Liban	1943	10	3.1	3.3	1.06	3.8	68	3.6	1090
Israël	1948	21	3.8	4.5	1.18	3.1	75	29.4	6530
Est		976	59.6	75.3	1.26	4.2	65	113.2	1500
Egypte	1952	1001	40.6	54.8	1.35	5.3	59	63.1	1150
Libye	1951	1759	2.8	4.1	1.46	5.6	65	21.6	5270
Tunisie	1956	164	6.4	7.9	1.23	4.3	64	8.9	1130
Algérie	1962	2382	19.1	24.9	1.30	6.4	62	62.3	2500
Maroc	1956	446	19.4	25.6	1.32	4.9	61	14.7	570
Sud		5752	88.3	117.3	1.33	5.4	61	150.6	1280
Chypre	1959	9	0.6	0.7	1.17	2.3	76	3.0	4290
Malte	1964	0,3	0.3	0.4	1.33	2.0	75	1.3	3250
Pays insulaires		9,3	0.9	1.1	1.22	2.2	76	4.3	3910
Total général		8511	330.9	383.5	1.16	3.28	68.4	1933.9	5070